

Vingt ans d'ALÉNA au Mexique

Alberto Arroyo Picard

Numéro 775, novembre–décembre 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72914ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Arroyo Picard, A. (2014). Vingt ans d'ALÉNA au Mexique. *Relations*, (775), 34–36.

Vingt ans d'ALÉNA au Mexique

Quels effets et quelles conséquences politiques cette entente a-t-elle réellement sur la population? Le discours officiel cache des résultats affligeants qui imposent de changer radicalement de cap.

ALBERTO ARROYO PICARD*

L'auteur est chercheur à l'Université autonome de Mexico (UAM-I) et membre de la coordination collective du Réseau mexicain d'action contre le libre-échange et de l'Alliance sociale continentale

L'année 2014 marque le 20^e anniversaire de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) conclu entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'heure est au bilan, qui ne doit pas se limiter aux aspects économiques de l'entente; il doit aussi tenir compte de ses conséquences politiques, sociales et environnementales.

À l'époque où l'ALÉNA a été mis en place, il était déjà évident que le néolibéralisme ne donnait pas les fruits promis aux populations de nombreux pays du monde. Le Consensus de Washington¹ était fragilisé, ce qui ouvrait la porte à des changements politiques dans plusieurs pays du continent américain. Devant cette situation, les principaux cercles du pouvoir aux États-Unis se sont sérieusement interrogés sur la capacité de survie du modèle néolibéral face aux changements politiques qui pointaient à l'horizon en Amérique latine, où, de fait, des partis de gauche ont pris le pouvoir dans différents pays (Brésil, Venezuela, Bolivie, etc.). La réponse était «non»; il leur fallait donc agir.

PÉRENNISER LE NÉOLIBÉRALISME

Au Mexique, en 1988, la fraude électorale qui a permis à Carlos Salinas de devenir président à la place de Cuauhtémoc Cárdenas – qui avait rompu avec le Parti révolutionnaire institutionnel parce qu'il considérait que la nouvelle idéologie dominante n'apportait rien de bon au pays – a marqué un tournant. Rapidement après, l'idée de l'ALÉNA a surgi, proposant un système capable de garantir la survie du néolibéralisme, même en présence de gouvernements de gauche. En effet, les accords de libre-échange ne permettent pas seulement la libre circulation des marchandises et des services par-delà les frontières; ils assujettissent aussi les États à des lois supranationales conçues pour perpétuer le modèle néolibéral.

Cette logique a été exprimée sans ambiguïté par le premier directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Renato Ruggiero: «Nous nous efforçons de créer une constitution internationale des droits du capital.»

L'orientation de l'économie ne dépend donc plus entièrement des gouvernements ou du peuple, car des règlements internationaux limitent les options possibles et accordent aux multinationales le droit de poursuivre les États pour contester des mesures nuisant à leurs profits.

La théorie économique selon laquelle l'économie ne doit être déterminée que par les lois du marché – en d'autres termes par la loi du plus fort – se trouve en quelque sorte sanctuarisée dans ce système. Cela ne veut pas dire que les régulations économiques disparaissent, mais qu'elles ont maintenant une autre finalité: il ne s'agit plus de garantir des droits à la population ou de donner un élan au développement national, mais de faire régner une féroce concurrence à armes inégales. Dans ce contexte, rien d'étonnant que le Réseau mexicain d'action contre le libre-échange, en cherchant à savoir quel projet national guidait les négociations de l'ALÉNA, se soit fait répondre par le négociateur en chef du Mexique: «Projet national?

Pour quoi faire? Le meilleur projet du pays, c'est de ne pas en avoir et de laisser le marché modeler le Mexique à son image.»

Il apparaît ainsi clairement que les conséquences les plus fondamentales de l'ALÉNA sont politiques pour tous les pays concernés. Tout en les consolidant, un tel accord accélère les changements structurels, étatiques et juridiques entrepris depuis la fin des années 1970.

Pour le Mexique, l'ALÉNA signifie une perte de souveraineté sans précédent, qui va de pair avec la renonciation à un projet national au profit d'une intégration dans l'économie globale. Cette renonciation ne s'est pas seulement traduite par la dépendance économique, la pression politique accrue exercée par l'empire étasunien ou encore des gestes de trahison de la part des gouvernements mexicains. Nous avons affaire à une perte *systémique* de souveraineté parce que dorénavant, toute mesure gouvernementale qui s'écarte du modèle néolibéral peut être contestée dans le cadre d'un tribunal d'arbitrage privé international, et non plus sur la base des seules lois mexicaines.

UN SUCCÈS? QUEL SUCCÈS?

Bien sûr, ces constats n'empêchent pas le gouvernement mexicain et le milieu des affaires de considérer que l'ALÉNA

Le Mexique est le seul pays d'Amérique latine dont l'indice de pauvreté ne s'est pas amélioré depuis 20 ans. En 1992, 53,1% de la population était considéré comme pauvre; 20 ans plus tard, en 2012, le taux était pratiquement le même.

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

1. Cette expression renvoie aux mesures néolibérales recommandées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (libéralisation, privatisation, déréglementation, etc.), avec l'appui du gouvernement américain, aux pays faisant appel à leur assistance financière.



a été un succès, puisque les exportations ont été multipliées par sept et que la moyenne annuelle des investissements directs étrangers (IDE) a augmenté de 5%. Ce que ces données ne disent pas, c'est que les bénéficiaires de ces augmentations sont une infime minorité et que la stratégie économique préconisée a été un échec.

Un des principaux objectifs visés était d'augmenter la compétitivité du Mexique dans le monde. En fait, ce fut le contraire qui arriva. Selon l'indice de compétitivité du Forum économique mondial, le Mexique se situait au 52^e rang sur 184 en 2007, et le Brésil au 72^e. En 2013, le Mexique avait reculé au 55^e rang, tandis que le Brésil s'était hissé au 56^e rang. Ainsi, le Brésil s'en est mieux sorti en n'ayant rien signé de comparable à l'ALÉNA; seulement des accords de libre-échange avec des pays membres du Mercosur, en plus de ceux que cette zone économique a signés avec Israël, le Chili, le Pérou et la Bolivie, par exemple.

L'accroissement des exportations et des IDE devait pour sa part favoriser une croissance économique stable pour le Mexique. Il n'en fut rien. Le taux moyen de croissance du PIB par habitant est l'un des plus bas en Amérique latine: il a été de moins de 1% tout au long des 20 dernières années, un taux déplorable. Plus encore, selon les données officielles de l'Institut national de statistiques et de géographie, le coût moyen qu'ont entraîné l'épuisement de ressources naturelles et la dégradation environnementale équivaut à 9% du PIB. Cela signifie qu'en tenant compte de ces coûts, l'économie mexicaine aurait en fait décré pendant cette période.

Ce paradoxe s'explique par le fait que les entreprises ayant profité des IDE sont à l'origine de 83% des exportations. Il s'agit non pas de petites et moyennes entreprises (PME) mexicaines, mais de transnationales d'origine étrangère et d'entreprises mexicaines globalisées. L'ensemble de

l'économie n'a donc pu bénéficier de leurs succès. Seules quelques grandes entreprises mexicaines ont pu tirer leur épingle du jeu, se transformant en transnationales telles Bimbo, CEMEX, Minera México et América Móvil, laquelle appartient à Carlos Slim, le deuxième homme le plus riche du monde en 2014 selon le magazine *Forbes*.

Ce changement en défaveur des PME – dont les activités sont celles qui profitent le plus à l'ensemble de la population – représente le plus grand dommage économique causé par l'ALÉNA au Mexique, et il sera difficilement réversible à court terme. De 1952 à 1970, le pays avait atteint un haut niveau d'industrialisation en substituant celle-ci à l'importation. Le secteur industriel était supervisé par des sous-ministres de l'État fédéral qui veillaient à ce que les succès profitent à l'ensemble de l'économie nationale et génèrent indirectement des emplois. Les exportations manufacturières représentaient jusqu'à 91% des recettes du Trésor mexicain en 1982 (année qui marque le début des politiques néolibérales au Mexique). Elles provenaient beaucoup moins des *maquiladoras* qu'aujourd'hui, alors qu'elles ne constituent plus qu'environ 30% des recettes.

En outre, les salaires ont baissé et, aujourd'hui, une personne payée au salaire minimum a un très faible pouvoir d'achat, moins du quart de celui qu'avaient les Mexicains en 1976, quand s'est amorcée la transition vers le néolibéralisme. L'accès promis à des aliments moins chers et de meilleure qualité ne s'est pas concrétisé non plus. En réalité, les prix ont augmenté année après année, provoquant l'accroissement de la pauvreté mais non celui des budgets pour lutter contre la pauvreté... La dépendance alimentaire aux produits importés s'est accrue de 15% entre l'entrée en vigueur de l'ALÉNA et 2013. La malbouffe s'est répandue et est à l'origine d'une véritable épidémie d'obésité.

Marche du 31 janvier 2014 à Mexico, lors du Forum tri-national sur les 20 ans de l'ALÉNA.
Photo: Pierre-Yves Serinet

Par ailleurs, on estime qu'en 20 ans, seuls 835 763 emplois ont été créés (surtout dans les secteurs d'exportation), comparativement à plus de 7,3 millions d'emplois perdus, selon les données de l'Enquête nationale de l'emploi. Incapables de survivre en raison de l'arrivée massive d'importations américaines subventionnées sur leur marché – le maïs notamment –, 6 millions de paysans ont été contraints d'immigrer aux États-Unis, subissant exil, répression et exploitation. Le taux officiel de chômage a doublé, passant de 2,5% à 5%. Si ce taux semble faible en comparaison d'autres pays, c'est que la manière de le calculer est inadaptée à un pays comme le Mexique, qui se caractérise par l'emploi précaire et informel et ne dispose pas de programme d'assurance-chômage.

Ainsi, non seulement il y a moins d'emplois, mais les conditions de travail restent déplorables. Parmi les travailleurs mexicains, 64% n'ont pas de sécurité sociale (assurance médicaments, régime de retraite); 39% n'ont pas de vacances payées ni de bonis de fin d'année; 49% ne reçoivent pas un salaire suffisant pour leur permettre d'acheter un panier de produits de base et, parmi eux, 19% n'ont même pas assez pour se payer le panier alimentaire minimum. La pauvreté ne touche donc pas seulement ceux qui n'ont pas d'emploi, mais aussi ceux qui ont la chance d'en avoir un.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Mexique est le seul pays d'Amérique latine dont l'indice de pauvreté ne s'est pas amélioré depuis 20 ans. En 1992, 53,1% de la population était considéré comme pauvre; 20 ans plus tard, en 2012, le taux était pratiquement le même (52,3%). Au cours des premières années de l'ALÉNA, il a augmenté, puis diminué peu à peu pour recommencer à augmenter à partir de 2006 et arriver finalement, en 2012, au même niveau qu'en 1992.

UN CHANGEMENT EST POSSIBLE

Si les données économiques ci-mentionnées résultent de multiples causes et ne peuvent être attribuées seulement à l'ALÉNA, de manière générale, les plus importantes sont liées au modèle économique dont cet accord est une formalisation juridique. L'ALÉNA a joué un rôle considérable dans l'aggravation des conditions de vie de la majorité de la population mexicaine. Et ceux qui nous gouvernent persistent dans la fuite en avant. Le Mexique est, par exemple, en train de négocier un nouvel accord de libre-échange encore plus néfaste et ambitieux: le Partenariat transpacifique. Il a aussi réussi à modifier sa Constitution afin que les obligations de l'ALÉNA s'appliquent au pétrole mexicain et permettent de ce fait de «partager» les profits avec les transnationales pétrolières.

Il faut pourtant changer de chemin et changer de modèle économique. Pour cela, il est nécessaire de rompre avec les obligations de l'ALÉNA et d'autres accords de libre-échange. Si cela est possible juridiquement, la dépendance de l'économie mexicaine est telle qu'il faut d'abord créer les conditions préalables pour que cela soit viable. Cela nécessite de diminuer le poids des exportations et des investissements étrangers, qui sont actuellement presque les seuls moteurs de l'économie, afin que le marché interne vienne à les supplanter comme principal moteur. Cela ne signifie pas pour autant de cesser d'exporter, mais plutôt de développer le marché interne en relançant les chaînes de production nationales, ce qui permettra d'améliorer les revenus de la majorité. Ensuite, il faut diversifier le commerce extérieur pour ne pas dépendre presque uniquement des Nord-Américains. Enfin, il faut redéfinir les politiques d'alliances afin de fortifier les liens avec l'Amérique latine. Ces trois initiatives créeront les conditions pour résister aux pressions économiques et à la dépendance du pays envers les États-Unis, permettant ainsi de sortir de l'ALÉNA selon les termes que le traité lui-même prévoit, ou de le renégocier à partir de paradigmes différents. ●

Abonnez-vous!

www.cssante.ca

418 682-7939

Un espace de réflexion, d'analyse, de dialogue et d'information




spiritualité